



SECRETARIAT NATIONAL 1325

RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION NATIONAL SUR LA RESOLUTION 1325

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo, Etat membre des NU, de l'UA et de plusieurs organisations sous – régionales africaines, a connu un conflit armé prolongé dans la région. En dépit de la signature d'un certain nombre d'accords de paix, le pays a connu une crise sécuritaire continue, notamment à l'Est et en propagation dans d'autres parties du pays notamment l'espace Kasai. Cette situation a conduit le pays dans une crise multiforme caractérisée par des déplacements massifs des populations à l'interne et à l'extérieur du territoire national, la destruction des infrastructures socio – économiques de base, les violences et autres violations des droits humains.

Consciente du besoin de sortir de ce cercle infernal des conflits, la RDC par son Gouvernement, s'est résolu, d'une part, à promouvoir la culture du dialogue au niveau national et régional, d'autre part à honorer ses engagements nationaux, régionaux et internationaux du domaine de paix et sécurité.

En 2000, lorsque les Nations Unies votent à l'unanimité la résolution 1325 sur femme, paix et sécurité, pour se conformer à cet engagement mondial, la RDC met au centre des discussions du dialogue politique de Sun city la question de l'implication des femmes dans la gestion post - conflits de l'Etat. Ceci a permis de jeter les jalons de la parité homme – femme dans l'accord de paix de Sun city, qui seront plus tard adopté dans l'article 14 de la constitution en vigueur. En 2003, alors que le pays s'engageait dans la transition politique, laquelle transition devait conduire à la tenue des élections démocratiques pour l'installation des institutions légitimes, les différents acteurs, notamment, le Gouvernement, à travers le Ministère de genre, et la Société civile, avec l'appui des partenaires techniques – financiers, multiplièrent des réflexions pour la mise en œuvre effective de la résolution 1325.

En 2007, le processus d'élaboration du PAN 1325 est lancé ayant comme objectif principal, la réalisation des avancées, en termes d'égalité de genre dans le domaine politique et dans sa mise en œuvre. Il s'agit de poser un pas décisif vers une formulation de lignes politiques et d'actions pour le renforcement du pouvoir des femmes dans le pays.

Ce plan d'action passe précisément en revue le programme national de promotion de la femme, tout en proposant de mettre un terme aux violations de droits fondamentaux des femmes et des petites filles pendant et après les conflits, ainsi qu'à l'impunité dont jouissent les auteurs des crimes de tout genre. Il s'agit de garantir la sécurité des femmes, de veiller au respect de la légalité et à l'imposition des peines établies par le droit international par rapport à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, plus particulièrement les violences sexuelles, qui constituent l'une des priorités du gouvernement de la RDC.

Le PAN 1325 de 2010 – 2017 avait focalisé ses actions sur les 10 axes suivants:
Paix, sécurité, VIH/sida, Violences sexuelles et basées sur le genre, Promotion et Protection des droits des femmes, Participation politique, Consolidation de l'Etat de droit, Coopération régionale, Recherche et Etudes, Suivi et Evaluation.

Actuellement le Plan d'Action National vient d'être révisé, la RDC a produit son Plan d'Action 2eme Génération aussi grâce l'appui financier de l'Union Africaine que nous remercions une fois de plus.

Ce processus de la révision, a connu les étapes suivantes:

- Atelier de haut niveau avec comme résultat la production de la feuille de route pour la révision du PAN 1325;
- Production des outils servant à la révision du PAN 1325:
- Collecte des données sur la mise en œuvre du plan d'action national, le renforcement des capacités et installation des mécanismes de suivi de la mise en œuvre dans 21 provinces;
- Rédaction du draft 1 du Plan d'Action National deuxième génération
- Validation du Plan d'Action par les acteurs clés, provinciaux et nationaux.

Le Ministère du Genre, Enfant et Famille coordonne la mise en œuvre de la Résolution 1325, à travers ces mécanismes à savoir :

- **le Comité de Pilotage:** qui est l'organe politique, de conception, d'orientation des politiques et programmes;
- **Le Secrétariat National 1325** qui est l'organe technique qui assure le suivi et la gestion au quotidien de la mise en œuvre du Plan d'Action National.

Le Ministère travail en collaboration avec les Ministères sectoriels dont ceux du Plan, de la Justice, des Affaires Etrangères , du Budget, des Finances, de la Défense, de l'Intérieur et les Organisations de la Société civile, des services des sécurités(Police, Armée...)

A). Indicateurs du pilier de la prévention:

Existence des législations et des politiques sur la paix et la sécurité qui intègrent la perspective genre

- la Constitution de 2006 telle que modifiée à ce jour en ses articles 14,15;
- les deux lois relatives à la lutte contre les violences sexuelles promulguées en juillet 2006;
- la loi portant protection de l'enfant de 2009;
- la loi relative à la lutte contre les VIH/sida de 2008;

Part du budget national allouée aux départements ministériels qui examinent l'agenda Femmes Paix et Sécurité:

La République Démocratique du Congo est de temps en autre soutenue par les partenaires technique et financiers dans le cadre de la mise en œuvre de la Résolution 1325 notamment: l'ONUFEMMES, l'Union Africaine, le Royaume de la Belgique, la Suède, le PNUD, aussi le Gouvernement alloue au Ministère du Genre de manière générale pour faire sa politique d'intégration du Genre 0, 75% de l'enveloppe global du budget National.

1. Nombre et pourcentage des femmes occupant des postes de responsabilité dans les institutions de paix et de sécurité?

Tableau N°1. Participation de la Femme dans le Secteur de Sécurité(Armée et Police)

	Nombre de Femmes	Nombre d'Hommes	% de Femmes
<i>Femmes dans les forces militaires</i>			
Officiers (Total)	754	36.711	2
Généraux	5	120	4
Colonel	9	683	1,3
Supérieurs	73	5214	1,3
Subalternes	681	31422	2 ,12
Grades moins élevés	3359	151525	2,16
S/Officiers1 ^{ère} classe	632	31422	2
S/Officiers2 ^{ème} classe	1029	38287	2,6
Troupes	1698	58355	2,8
<i>Femmes dans la Police</i>			
Commissaires Divisionnaire en Chef	0	2	0
Commissaires Principaux	0	0	0
Commissaires Divisionnaires	0	13	0
Commissaires Divisionnaires Adjoints.	1	30	0,3
Commissaire	5	52	10 ,8
Sous Commissaire	13	242	5
Secrétariat exécutif du Comité de Suivi de la Réforme de la Police (SE.CSRP)	7	± 40	19

Sources : FARDC, Police Nationale, DPKO, [www.un.org /en/peacekeeping/contributoires /jul13](http://www.un.org/en/peacekeeping/contributoires/jul13), Rapport CJR1325, Observation du genre dans la RSS, inédit, septembre 2014.

Tableau n°2: Participation des Femmes dans la magistrature

N°	Juridictions	nombre total des promus	nombre des femmes	nombre d'hommes	% des femmes
1	MAGISTRATS DE SIEGE				
2	1er Présidents des Cours d'Appel	6	0	6	0%
3	Présidents des Cours d'Appel	29	2	26	7%
4	Conseillers des Cours d'Appel	78	9	69	12%
5	Présidents des Tribunaux de Grande Instance	43	4	39	9%
6	Présidents des Tribunaux du Travail	7	0	7	0%

7	Présidents des Tribunaux du Commerce	8	1	7	13%
8	Présidents des Tribunaux pour Enfants	14	4	10	29%
9	Juges des Tribunaux de Grande Instance	206	54	152	26%
10	Présidents des Tribunaux de Paix	61	6	55	10%
11	Juges des tribunaux de Paix	393	9	385	2%
12	PARQUETS				
13	Procureurs Généraux	6	0	6	0%
14	Avocats Généraux	33	2	31	6%
15	Substituts des Procureurs Généraux	50	0	50	0%
16	Procureurs de la République	55	3	52	5%
17	Premiers Substituts	188	21		11%
18	Chefs des Parquets près des Tribunaux de Paix	122	4		3%
	MAGISTRATURE MILITAIRE				
19	Substituts de l'Auditeur de Garnison	9	2	7	22%

Source : Ministère de la Justice, dernière mise en place des magistrats, 2016

Provinces	sièges	Candidats H	%H	Candidat Fe	%F	Total
Haut Katanga	21	583	82,	121	17,2	704
Haut Lomami	15	358	86,5	53	13,5	414
Tanganyika	15	365	89	45	11	410
Lualaba	13	277	89,9	31	10,1	308
Kasaï Oriental	15	387	88,4	51	11,6	438
Lomami	14	368	92,5	30	7,5	398
Sankuru	13	290	90,6	30	9,4	320
Kasaï Central	23	623	89	77	11	700
Kasaï	19	480	93,8	32	6,3	512
Equateur	12	303	91	30	9	333
Nord Ubangi	8	176	95,1	9	4,9	185
Sud Ubangi	15	391	91,8	35	8,2	426
Tshuapa	10	200	91,3	19	8,7	219
Mongala	12	364	91,7	33	8,3	397
Bas Uélé	6	110	86,6	17	13,4	127
Haut Uélé	12	194	89,4	23	10,6	217
Ituri	28	654	88,9	82	11,	736
Tshopo	11	275	90,8	28	9,2	303

Mai Ndombe	11	234	93,6	16	6,4	250
Kwango	12	432	89,8	49	10,2	481
Kwilu	14	1197	88,1	162	11,9	1359
Sud Kivu	32	897				

2. Existence des mécanismes d'alerte précoce qui intègrent une perspective du genre;

Présence des informations sur les Femmes Paix et Sécurité dans les rapports d'alerte précoce

Réponse: Quelques mécanismes sont mis en place dans le cadre d'alerte précoce, notamment la Conseillère Spéciale du Chef de l'Etat en matière de lutte les violences sexuelles et le recrutement des enfants soldats, les Secrétariats provinciaux de la 1325 sur l'ensemble de provinces, des structures de la société civile qui jouent le rôle de vigile, , les Unités spéciales de la police chargé de la lutte contre les violences sexuelle, la police de proximité qui est une police préventive et d'alerte précoce.

Tableau n° 3: Information générales sur les violences sexuelles

Provinces	Nombre de cas Rapportés	Nombre de cas Incidents	Prise en charge Médicales	Accompagnement Psychosocial	Assistance Juridique	Réinsertion socioéconomique/Scolaire
Bas-Uélé	96	96	4	85	0	7
Equateur	274	227	147	30	91	0
Haut-Katanga	142	142	64	117	24	0
Haut- Lomami	262	262	57	177	15	0
Haut-Uélé	4	2	2	2	0	0
Ituri	1050	746	781	277	23	4
Kasaï	180	180	91	124	71	0
Kasaï Central	148	139	110	48	20	0
Kasaï-Oriental	15	15	8	10	11	0
Kinshasa	366	277	317	366	140	0
Lualaba	62	62	27	38	1	0
Mongala	26	26	31	11	17	0
Nord-Kivu	7219	3859	3555	6312	1038	815
Sud-Kivu	1333	317	421	1081	298	100
Nord Ubangi	70	60	28	11	20	14
Sud- Ubangi	135	112	81	51	59	0
Tanganyika	12	12	0	12	0	0

Source : Direction d'Etudes et de Planification du MINIGFAE, juillet 2014,

B)Indicateur du pilier participation

1. Existence de législations nationales et de politiques qui entendent promouvoir la participation des femmes dans les processus de prise de décision et de gouvernance

- la Constitution de 2006 telle que modifiée à ce jour en ses articles 14
- la loi portant modalités d'application des droits des femmes et de la parité de 2015;
- La Politique Nationale Genre de 2010, qui a pour vision, faire de la RDC, un monde égalitaire, où les femmes, filles et personnes vulnérables ne sont pas discriminées; Le Code de la Famille révisé..

2. Tableau n°4 Les femmes dans les institutions au niveau national et provincial

N°	Indicateurs	Sexe		% Femme	Source
		Homme	Femme		
1	Proportion de femmes députés nationales	448	52	10,4	Assemblée Nationale 2011
2	Proportion de femmes sénatrices	103	5	5	Sénat 2011
3	Nombre de femmes ministres nationaux	59	6	10,2	Ordonnance N° 17/005 DU 08 Mai 2017
4	Nombre de femmes gouverneurs	25	1	4	CENI, 2016
5	Proportion des femmes députés provinciales	618	61	9	Observatoire Congolais de la parité,

3. Tableau n°05: Nombre des femmes présidentes des Partis Politiques

N°	Partis Politiques	Nombre Homme	Nombre Femme	% Femme
1		444	33	7
	21(Candidates 2018	20	1	4,76
Total	477			100

a. Tableau n°6 Nombre et pourcentage des femmes aux négociations de paix 1999 à 2015

Colonne1	Colonne2	Colonne3	Colonne4	Colonne5	Colonne6
N°	Année	ACTIVITÉS	N.F	N.H	%F
1	1999	Accord de cessez-le-feu de Lusaka ,10 juillet 1999	45	300	13,04
2	2002	Accord global et inclusif sur la transition en RDC, 17 décembre 2002, Sun City, en Afrique du Sud	47	298	13,6
3	2006	Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans le Région des Grands Lacs, 15 décembre 2006, Nairobi,	0	11	0
4	2008	Acte d'engagement à Goma, janvier 2008	1	88	1,1

5	2009	Accord de paix entre le Gouvernement et le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), signé le 23 mars 2009, Goma	0	4	0
6	2013	Accord-cadre sur la paix, la sécurité et la coopération en RDC et dans la Région des grands lacs, 24 Février 2013, Addis-Abeba(Éthiopie)	1	15	6,2
7		Mécanisme de Suivi de l'Accord Cadre d'Addis-Abeba	1	3	25
8		Concertations nationales du Palais du Peuple	95	668	12,4
9		Groupe de Contact pour la préparation des Concertations Nationales	5	42	11,9
10		Comité de suivi des Concertations nationales	1	11	8,3

*Sources : CENADEP, Concertations Nationales du Palais du Peuple, Kinshasa, Octobre 2013.
CJR1325, Rapport de participation aux Concertations Nationales, Kinshasa novembre 2014*

a. Tableau n°7 Proportion de femmes Secrétaires Généraux de l'Administration Publique et mandataires publiques

Indicateur	Hommes	Femmes	% Femmes
Proportion des femmes Secrétaire Généraux de l'Administration Publique	44	7	13,7%
Proportion de femmes présidents du Conseil d'administration	34	03	37,5%
Proportion de femmes Administrateurs Directeurs Généraux (ADG)	33	04	40,0%
Proportion de femmes Administrateurs Directeurs Techniques (ADT)	32	5	38,5%

Source :Annuaire statistique, 2015

Tableau n° 8 Pourcentage de femme aux instances de prises de décision des institutions d'appui à la démocratie

N°	Institution	Femme	Homme	Total	% Femmes
1	CENI	3	10	13	23,10%
2	Commission Economique et social	14	54	68	20,60%
3	Commission Nationale de droits de l'Homme	4	5	9	44,40%

Les mesures qui ont été adoptées pour promouvoir la participation des femmes aux processus politiques:

- la loi portant modalités d'application des droits des femmes et de la parité de 2015...

Les mesures qui sont adoptées pour encourager les femmes à se joindre aux forces de sécurité

- La Loi organique N°11/012 du 11 août 2011 portant organisation et fonctionnement des Forces Armées de la République Démocratique du Congo;
- La Loi N°13/005 du 15 janvier 2013 portant statut du personnel militaire des FARDC ;

La Loi organique N°11/013 du 11 août 2011 portant organisation et fonctionnement de la Police Nationale congolais.

c) Pilier de protection

Existence de cadres juridiques et politiques qui protègent les droits des femmes y compris la protection de la violence sexiste et sexuelle.:

- la Constitution de 2006 telle que modifiée à ce jour en ses articles 14,15;
- les deux lois relatives à la lutte contre les violences sexuelles promulguées en juillet 2006;
- la loi portant protection de l'enfant de 2009;
- la loi relative à la lutte contre les VIH/sida de 2008;

Les mesures prises pour préparer les forces de sécurité à protéger les femmes y compris la prévention et la riposte en cas de violence sexuelle et à base sexiste

Réponse: La Reforme de la police et de l'armée intégrant la dimension Genre, la mise en place des Unités de la police qui s'occupent de la protection des femmes contre les violences sexuelles et celles basées sur le Genre, la police de proximité, une police préventive et non répressive, l'existence de la stratégie nationale de lutte contre les violences sexuelles et celles basées sur le Genre...

1. Qualité de protection en cas de violence sexuelle, sexiste et mesures de prise en charge;

Les Victimes ont accès à la prise en charge au niveau du pays, avec l'existence des cliniques juridiques, de centre de santé pour la prise en charge médicale des victimes, la reforme au niveau de la justice , avec des initiative des Organisations non gouvernemental, telle que la Fondation PANZI qui intervient à la prise en charge holistique des victimes des violences sexuelles dans la partie Est du pays.

Les mesures prises pour protéger les droits de la femme dans les camps de réfugiés, des personnes déplacées internes.

Mesures créées pour répondre aux préoccupations des femmes et des jeunes filles survivantes de la violence sexuelle et sexiste.

Réponse: les deux lois relatives à la lutte contre les violences sexuelles promulguées en juillet 2006, les campagnes tolérance zéro et briser le silence; les opérations de rétablissement de la paix dans les zones en insécurité pour promouvoir la paix dans le camps de réfugiées, les reformes au sein de la police et de l'armée, l'accompagnement de la MONUSCO; des audiences publiques à l'endroits des auteurs des violences; la condamnations à des peines lourdes des officieux supérieur de l'armée et de la police impliqués dans les violences sexuelles.

D) Pilier de secours et de redressement

Existence des dispositions de genre dans les accords de paix.

Pourcentage du budget de recouvrement post-conflit qui cherche à contribuer à l'égalité entre les hommes et les femmes et à l'autonomisation des femmes.

a) Existence des principes de Femmes Paix et Sécurité dans les stratégies préventives et de prise en charge.

Réponse: Mise en place des Secrétariats provinciaux sur l'ensemble des provinces, du Secrétariat National, des Comités de pilotage, existence du Plan d'Action National 2eme génération et aussi de la Stratégie Nationale de la lutte contre les Violences basées sur le Genre

Nombre et pourcentage des femmes et des filles bénéficiant les prises en charge.

Voir tableau n° 3 sur information générale de violence sexuelle 2017

En rapport avec la mise en œuvre du Plan d'Action National de la Résolution 1325:

. Leçon (Bonnes pratiques) :

- Inclusivité du processus de son élaboration ;
- Création et renforcement des structures au sein du Ministère en charge du genre ainsi que d'autres mécanismes de lutte contre les violences basées sur le genre ;
- Mobilisation des organisations féminines de la société civile au tour des questions de femme, paix et sécurité (éveil de conscience sur les questions sensibles liées à la 1325);
- Influence positive sur le processus de la réforme du secteur de sécurité (armée et police) et la nomination de la conseillère spéciale ;
- Implication active de la RDC au processus d'élaboration du plan d'action sous régional (Burundi, RDC et Rwanda) de la résolution 1325;
- Evolution de l'arsenal juridique en rapport avec les droits de la femme et le genre ;
- Les différents rapportages annuels de la mise en œuvre de la résolution 1325 ;
- Mise en place du Forum des ministres provinciaux et national en charge du genre pour échanger sur diverses questions dont celles liées à la paix et sécurité.

f) Défis majeurs :

- Faible connaissance du PAN 1325 dans les institutions étatiques et dans la population à la base ;
- Faible mise en œuvre des activités du PAN 325 ;
- Faible implication des Ministères sectoriels dans la mise en œuvre des activités du PAN 1325 ;
- Problématique du budget sensible au genre ;
- Faible participation de la femme dans les instances de prise des décisions, malgré les avancés en termes des Instruments Juridiques en faveur de la Femme;

D). Conclusion et Recommandations

La République Démocratique du Congo a pris des mesures importantes en matière de promotion des droits de la Femme en collaboration avec les organisations de la Société civile et les partenaires d'appui au développement. Les efforts considérables ont été déployés dans ce domaine. Des politiques bien ciblées ont été définies, des mécanismes de suivi et évaluation assurant leur efficacité ont été définis et les ressources humaines ont été rendues disponibles.

Cependant, les mesures ainsi prises ne sont pas encore accompagnées des actions concrètes, faute de budget conséquent permettant de mettre en œuvre les questions de Femme, Paix et Sécurité. Le premier Plan d'Action National a produit ses fruits, voir rapport bilan de 15 ans de la Résolution 1325 en RDC de 2015 et actuellement la RDC, vient de produire son Plan d'Action 2eme génération qui a pris en compte les faiblesses de l'ancien Plan.

Nos recommandations vont dans le sens de relever les défis que nous avons présenter ci-haut et aussi:

- 1) Poursuivre la mise en place des Secrétariats Provinciaux, Locaux et les mécanismes d'alertes précoces à tout le niveau;
- 2) Assurer la vulgarisation du Plan d'action national 1325 2ième Génération;
- 3) Accompagner les femmes à participer massivement au processus électoral en cours;
- 4) vulgariser les instruments juridiques ratifiés par la RDC et les lois nationales promouvant et protégeant les droits des femmes à travers le pays ;
- 5) mener des plaidoyers pour accroître le taux des femmes dans les instances politiques à mandat nominatif ;
- 6) Poursuivre la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre ;
- 7) Mener des plaidoyers pour une allocation consistante des ressources au profit des de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité;
- 8) Consolider le lien entre la RDC et le Bureau régional sur Femme, Paix et Sécurité pousse assister les états partis sur le plan technique, si possible financier.

Fait Kinshasa, le 13/09/2018